

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

**Brèves**  
**GUINÉE-CONAKRY**  
**: ALPHA CONDÉ**  
**VA SE SOIGNER**  
**AUX EMIRATS**

De sources concordantes, Alpha Condé a quitté Conakry hier à 14h, heure locale, à bord d'un vol privé. Direction Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, pour suivre des soins médicaux. Il est entouré de plusieurs personnes dont au moins un membre du Comité national de rassemblement et de développement (CNRD) et de son médecin personnel, une des rares personnes de confiance à avoir pu le consulter régulièrement depuis le putsch du 5 septembre dernier

**MALI : VERS DES**  
**OBSÈQUES NATIONALES**  
**POUR IBK**

Peu après l'annonce de la mort de l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, la junte a rendu public un communiqué pour saluer la mémoire de l'illustre disparu. Ensuite, huit ministres maliens ont accompagné nuitamment le chef du gouvernement au domicile du défunt pour présenter les condoléances à sa famille.

**SOUDAN : SEPT**  
**MANIFESTANTS**  
**ANTI-PUTSCH**  
**TUÉS**

Lors d'une nouvelle journée de manifestation contre le pouvoir militaire, sept personnes ont été tuées par balles hier au Soudan, portant à 71 le nombre de manifestants tués depuis le putsch du 25 octobre. De son côté, la police assure qu'un de ses généraux a été poignardé à mort lors de récentes manifestations.

# Libye : des élections reprogrammées en juin ?

**UNE PROBABILITÉ**  
 avancée par la haute responsable des Nations unies Stéphanie Williams dimanche dernier en soirée.

Jonas OSSOMBEY  
 Libreville/Gabon

Alors que le scrutin prévu le 24 décembre 2021 n'a pas pu avoir lieu, le premier président libyen depuis l'éviction et l'assassinat du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, pourrait selon la conseillère spéciale de l'ONU pour la Libye, être élu dans six mois ; conformément à la feuille de route de 2020 négociée par l'institution.

Aguila Saleh, influent président du parlement, a appelé à la formation d'un nouveau gouvernement lundi, car le retard pris pour organiser le scrutin prouve selon lui que le gouvernement intérimaire n'est plus légitime.

Après le soulèvement de 2011 et l'intervention militaire multinationale appuyée par l'organisation des Nations unies, la Libye s'est divisée en deux gouvernements rivaux. À l'est, l'administration soutenue par le commandant Khalifa Haftar et à l'ouest, celle soutenue par l'ONU dans la capitale Tripoli.

En avril 2019, Haftar et ses forces, soutenus par l'Égypte et les Émirats arabes unis, ont lancé une offensive pour tenter de prendre Tripoli. Sa campagne s'est effondrée après que la Turquie et le Qatar ont intensifié leur soutien militaire au gouvernement de Tripoli avec des centaines de soldats turcs et des milliers de mercenaires syriens. Le cessez-le-feu a été conclu en octobre 2020 sous l'égide des Nations unies et a conduit à la formation d'un gouvernement de transition et à la programmation d'élections le 24 décembre 2021. Mais le scrutin s'est heurté à des



Les candidats attendent toujours la date définitive des élections.

obstacles de taille qui ont finalement forcé son report. Depuis, les législateurs libyens n'ont pas reprogrammé l'élection présidentielle. Depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est plongée dans le chaos. La stabilité du pays est perturbée par l'existence de pouvoirs rivaux dans l'est et l'ouest du pays. De fait,

après le cessez-le-feu signé en octobre 2020 entre camps de l'Est et l'Ouest, un nouveau gouvernement unifié avait été mis sur pied en début d'année.

C'est à l'issue d'un processus laborieux, chapeauté par l'ONU, que ce nouveau gouvernement devait gérer la transition jusqu'à l'élection

du 24 décembre. Cette dernière devait clore ce chapitre de divisions. A noter que le fils cadet de Kadhafi, Seif al-Islam, le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Est, et le Premier ministre actuel, l'homme d'affaires Abdelhamid Dbeibah sont les principales têtes d'affiche de cette élection.

## Scrutin impossible



L'auteur du report des élections libyennes.

JO  
 Libreville/Gabon

C'est le président de ladite commission, Al-Hadi al-Sghayer, qui en avait fait l'annonce. «Après avoir consulté les rapports techniques, judi-

ciaires et sécuritaires, nous vous informons de l'impossibilité de tenir l'élection à la date du 24 décembre 2021 prévue par la loi électorale.»

Le texte demande au chef du Parlement, Aguila Saleh, de reprendre ses fonctions. Il s'était mis en congé

pour se présenter à la présidentielle dans le but de «relancer le processus politique et de reformuler la feuille de route de son mandat.»

De son côté, la Haute commission électorale libyenne (HNEC) propose de reporter d'un mois le processus. Le scrutin à l'élection aura lieu le 24 janvier 2022. Cette étape est clé dans la transition et est censée conduire le pays vers la démocratie. Pourtant, aucune annonce officielle n'avait encore été faite. Et pour cause, aucune institution ne semblait en effet vouloir porter la responsabilité officielle d'un tel report. La Haute commission électorale (HNEC) et le Parlement basé à Tobrouaiy (Est) se renvoyaient la balle.

De leur côté, des miliciens armés se sont déployés à Tripoli mardi 21 décembre dernier, faisant craindre une reprise des violences.